

Acteurs et procédures

1. Justice « douce » ou procédure judiciaire ?

1 La justice « douce »

En amont ou en accompagnement du système judiciaire : la conciliation et la médiation. Ce sont des mécanismes de résolution des conflits qui constituent une alternative aux actions en justice.

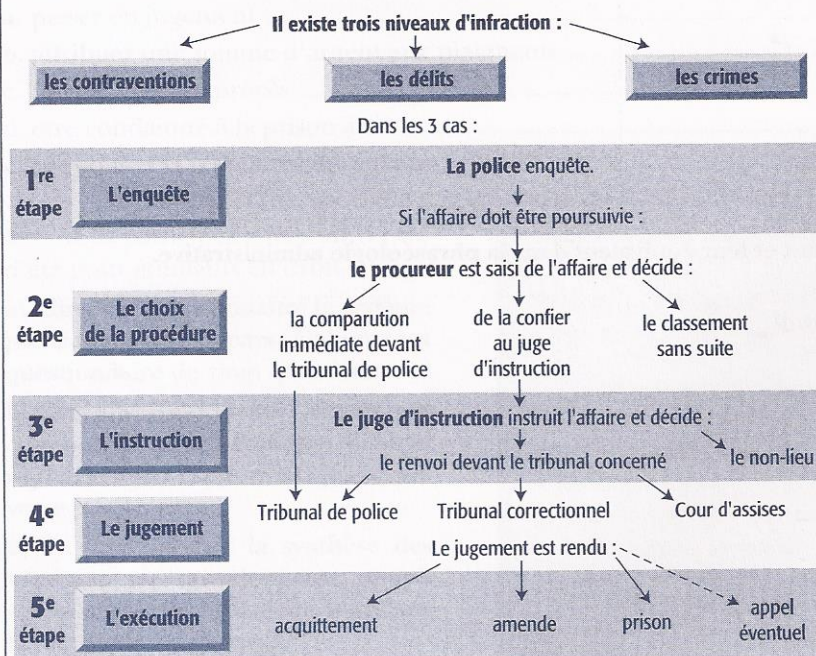
- **La conciliation** est un mode de règlement à l'amiable de certains litiges civils, exercé soit directement par le **juge**, soit par un **conciliateur de justice** (personne bénévole). La conciliation peut intervenir en dehors de tout procès ou au cours d'une procédure judiciaire déjà engagée. Le conciliateur ne peut pas proposer de solutions, mais il aide les personnes à rechercher un compromis tout en respectant les intérêts de chacun. La conciliation peut être obligatoire (procédures devant le juge des affaires familiales ou le conseil des prud'hommes).

- **La médiation** peut être proposée dans des situations conflictuelles par un juge saisi d'un litige, après avoir obtenu l'accord des parties. On distingue la **médiation judiciaire** (notamment en matière de conflits familiaux) et la **médiation pénale** : sur proposition du parquet, elle réunit l'auteur et la victime de certaines infractions pénales en présence d'un tiers **médiateur** habilité par la justice, afin de trouver une solution librement négociée et de définir les modalités d'une réparation.

- **Le médiateur de la République** est chargé de rechercher des solutions amiables aux litiges entre les citoyens et les administrations, les établissements publics ou entreprises de service public.

Les accords auxquels les parties en conflit sont parvenues sont ensuite homologués par le juge et l'affaire classée sans suite. S'il n'y a pas d'accord, la procédure est poursuivie.

2 Un exemple de procédure judiciaire : la procédure pénale



Éducation civique 4^e, © Hatier, 1998, p. 66.

3 Dans la salle d'audience

(...) L'avocat général a expliqué son choix par le « paradoxe » dans lequel il se trouvait : « Devoir demander la peine maximale de l'arsenal juridique français, en ayant le sentiment qu'elle est dérisoire. J'ai voulu d'abord penser aux victimes et les rassurer », a-t-il souligné. (...)

L'accusé a toujours clamé son innocence et c'est donc cette ligne de défense qu'a suivie son avocate. Celle-ci, dans un premier temps, a tenté de démontrer à quel point l'avocat des parties civiles avait interprété de façon négative des incidents mineurs de l'enfance de l'accusé, pour en tirer l'image d'un futur tueur. « D'un enfant simplement timide, on fait ainsi un enfant perturbé. D'un jeune homme sage et réservé, un être asocial. » Elle a ensuite rappelé la seule condamnation portée au casier judiciaire de son client, et amnistiée lors de sa majorité : une contravention pour défaut de titre de transport dans un train, lorsqu'il avait 16 ans. [...]

L'ardeur et le talent qu'elle a mis à défendre le jeune homme n'ont pas suffi à convaincre le jury et la cour a suivi les réquisitions de l'avocat général.

D'après *Le Monde*,
22 février 2002 et DR.

! INFOS

- Dans le roman de François Mauriac intitulé *Thérèse Desqueyroux*, l'héroïne bénéficie d'un **non-lieu** : faute de preuves qu'elle est à l'origine de l'empoisonnement de son mari, elle est acquittée au bénéfice du doute.

- La **garde à vue** (dans les locaux du commissariat ou de la gendarmerie) ne peut pas excéder 24 heures, sauf autorisation du procureur de la République (prolongation de 24 heures). Dans certains cas (trafic de stupéfiants, terrorisme...), elle peut être prolongée jusqu'à 96 heures.